

Soutien de l'UL CGT de TOULON à la mobilisation en Guadeloupe et en Martinique



La Commission Exécutive de l'Union Locale CGT TOULON réunie ce 24 Novembre apporte son soutien fraternel aux travailleurs et à la population de Guadeloupe en lutte.

Depuis le 15 Novembre 2021, la Guadeloupe connaît une grève générale provoquée par la volonté du gouvernement MACRON d'appliquer à tout prix l'obligation vaccinale et le passe sanitaire. Mais la colère sociale est bien plus grande.

Au mouvement social qui a débuté le 17 Juillet 2021 par une grande mobilisation pacifique, le gouvernement MACRON et le patronat ont répondu par le mépris et la violence. Arrestations arbitraires ; Harcèlement des travailleurs ; Violences policières ; Condamnations ; Suspension des contrats de travail et des rémunérations ; Fermeture des cabinets et suspension des professionnels libéraux.

Aujourd'hui, ils se battent sur une longue liste de revendications, contre la vie chère, pour l'accès à l'eau courante, pour l'augmentation des salaires et contre le chômage et la précarité. Ils revendiquent que l'empoisonnement du sol et des eaux du territoire par le chlordécone soit reconnu comme un crime par l'état.

La seule réponse de l'Etat macronien est la répression : envoi de 200 gendarmes et policiers supplémentaires, puis du GIGN et du RAID, mais aucun geste d'apaisement, aucun semblant de volonté de négociation. La grève s'étend ; elle a commencé ce lundi 22 en Martinique, à l'appel des organisations syndicales sous forme d'une grève générale reconductible, avec des revendications similaires à celles des syndicats de la Guadeloupe.

La lutte des travailleurs Guadeloupéens et Martiniquais doit nous interroger sur la lutte à mener, dans l'unité, pour faire reculer MACRON et le patronat en métropole.

L'Union Locale CGT Toulon affirme sa totale solidarité avec les travailleuses et les travailleurs de la Guadeloupe et de la Martinique, et elle exige :

- le respect du droit de grève et de manifestation ;
- la levée de l'obligation vaccinale pour les personnels hospitaliers et autres et du passe sanitaire et la satisfaction de toutes les revendications, notamment celles sur les salaires et les moyens pour reconstruire un vrai service public hospitalier ;
- l'arrêt immédiat de la répression syndicale, la levée des menaces, des poursuites et des sanctions contre les syndicalistes.

Vive la lutte des travailleuses et travailleurs de la Guadeloupe et de la Martinique !

Toulon le 25 NOVEMBRE 2021





Guadeloupe : plutôt que le dialogue, le gouvernement opte pour la répression et l'affrontement



La CGT apporte son soutien à la CGT-G ainsi qu'à la population guadeloupéenne en lutte et exige du gouvernement qu'il ouvre le dialogue, afin d'apporter des réponses justes à la colère sociale qui s'exprime.

Depuis le 15 novembre, la tension monte entre la population de Guadeloupe et les représentants de l'État sur place. Alors que la situation sanitaire met à mal l'ensemble du secteur hospitalier du pays déjà fortement fragilisé du fait du manque de moyens matériels et humains et que son personnel fait face depuis des mois à la pandémie avec courage et abnégation, le gouvernement a choisi la confrontation directe avec les personnels de santé. En effet, la demande d'ouverture du dialogue réclamée par nos camarades afin de trouver des solutions justes pour le personnel non vacciné n'est toujours pas entendue. Le gouvernement préfère renvoyer des centaines de personnel chez eux dans un moment de forte tension hospitalière, mettant les effectifs encore plus sous tension et privant de salaire les personnels concernés. Nos camarades de la CGT-G nous indiquent ainsi que, sur le seul CHU de Pointe-à-Pitre, près de 700 soignants ont été mis à pied sur un total de 3000 personnels.

Nous réaffirmons que la coercition en matière vaccinale ne peut pas être la solution et estimons qu'il est primordial de convaincre les soignants plutôt que de les contraindre. Toute autre attitude augmente le ressentiment et fait courir le risque de stigmatiser une profession pourtant déjà bien éprouvée.

L'entêtement du gouvernement n'a pas laissé d'autre choix à nos camarades que de lancer un mouvement d'action et de grève générale de plus en plus suivie sur l'île. Il dépasse aujourd'hui le secteur de la santé pour s'étendre à toutes les professions. L'élargissement de ce mouvement de forte contestation est avant tout révélateur du profond malaise social que traverse toute la population de l'île. Le gouvernement préfère se lancer dans un dangereux bras de fer que d'apporter des réponses aux Guadeloupéennes et aux Guadeloupéens, choisissant de nouveau la voie de la répression et du tout sécuritaire ! Ce sont plus de 70 personnes qui se retrouvent désormais devant les tribunaux suite aux incidents survenus ce week-end. Et le GIGN est maintenant appelé en renfort !

Communiqué de presse CGT Montreuil, le 22 novembre 2021



27000 Lits condamnés depuis 2013

Et Même 69 000 en 15 ans ! Un lit d'hôpital sur cinq est aujourd'hui fermé. Depuis la révélation du recensement effectué par le Conseil scientifique Covid-19 à la fin du mois d'octobre, le débat sur la crise hospitalière s'est encore intensifiée. La médiatisation de cette diminution de 20 % de la capacité d'accueil de l'hôpital a contraint les pouvoirs publics et les autorités hospitalières à reconnaître « une situation compliquée ». La crise COVID est venue s'ajouter aux difficultés structurelles liées aux réformes successives et aux restrictions budgétaires. A bout de force et de ressources, les soignants ont été nombreux à être arrêtés ou à démissionner. L'épuisement professionnel vient également du manque de reconnaissance de la part de l'Etat, et notamment d'une revalorisation des salaires bien insuffisante dans le cadre du Ségur de la santé, sans oublier l'obligation du pass sanitaire qui a également pesé sur les récentes fermetures. Le personnel hospitalier lui se mobilise toujours face à ces fermetures de services entiers et a besoin de plus de soutien que quelques applaudissements pour les remercier de leur engagement. L'hôpital public est au bord du gouffre, ne le laissons pas tomber.

RDV le 04 Décembre devant la Préfecture du VAR



Pass-Sanitaire, 3° Dose, Masque

- À partir du **29 novembre**, les tests PCR et antigéniques ne seront valables que 24h pour les non-vaccinés.
- A partir du **15 janvier**, le Pass sanitaire des adultes qui n'auraient pas reçu de dose de rappel sept mois après la dernière injection sera désactivé.
- La "dose de rappel" concerne 25 millions de Français âgés de plus de dix-huit ans, dont 6 millions ont déjà reçu ledit rappel. Ce rappel pour l'ensemble des adultes sera ouvert "*dès ce samedi*".
- À compter de vendredi, un décret rendra à nouveau obligatoire le **port du masque partout en intérieur** dans les lieux couverts par un pass sanitaire.
- Vaccination Covid étendue à la tranche des 5-11 ans : la France "*y réfléchit*", mais pas avant 2022 précise le ministre.

Cette cinquième vague "*sera plus forte, plus longue que la précédente*". Les annonces du gouvernement se suivent et se confrontent au fil des mois. 1, 2, 3 doses, Quand cela s'arrêtera-t-il ?? Plus à l'écoute des lobbys de BigPharma, que des besoins réels des soignants, le gouvernement en mode « guerre » semble toujours plus enclain à réduire nos libertés individuelles qu'à trouver des solutions à la pérennité de notre système de santé, ou à rendre aux hopitaux leurs lettres de noblesse.



Grève le week-end du black Friday 26/27 Novembre

Depuis quelques années, le **Black Friday** s'est imposé partout en France comme l'un des jours les plus rentables pour la grande distribution. Pour autant, malgré des bénéfices records, des milliards d'euros engrangés et reversés en dividendes et une manne financière supplémentaire aussi forte que celle apportée par les fêtes de fin d'année, il n'est pas question pour les grands groupes tels que **CARREFOUR**, de partager les profits avec les salariés, ni de baisser les prix pour les consommateurs.

Au contraire, le patronat CARREFOUR, qui a bien profité de la pandémie, continue sa destruction massive de l'emploi pour accroître ses profits au dépend de l'emploi et de la santé des travailleurs : **20 000 emplois** supprimés, sous-traitance, management tyrannique, et, mise en location gérance. En effet 12 hypermarchés vont sortir du group et passer en location gérance, ce au détriment des salariés qui y perdront en salaire.

800 Millions d'aide de l'état,
392 millions pour les actionnaires,
9 675 000 pour Bompard.

1%
d'augmentation,
soit 9 euros par
mois pour les
salariés...



C'est dans ce contexte, et dans la continuité des luttes entreprises par les salariés de chez CARREFOUR contre le plan financier du PDG Alexandre BOMPARD, que la CGT CARREFOUR a appelé à la grève les 26 et 27 novembre.



Cgt Carrefour Toulon Mayol

Fudicial Private Security

EN GREVE

Le lundi 22/11/2021, les agents de prévention et de sécurité Fiducial Private Security se sont mis en grève pour 24 heures reconductibles sur les sites Naval Group Ollioules et Six-fours. Ils sont solidaires et déterminés à se battre pour une revalorisation salariale juste et légitime: leur taux horaire et à 10 centimes au-dessus du SMIC.

Depuis le début de la prestation pour Naval Group Ollioules, de nombreuses tâches supplémentaires sont demandées aux agents et tout cela pour le même salaire! La direction Fiducial Private Security s'était pourtant engagée à ouvrir des négociations pour la branche « sureté » lors d'un accord passé au mois de juillet suite à une revalorisation de salaire des agents de prévention bord. Mais lorsque les agents ont réclamé l'ouverture des négociations le 06/11/2021, la direction les a repoussées après le renouvellement du marché, dans plusieurs mois. Dans ce contexte les salariés réunis en AG ont décidé à l'unanimité d'engager une grève reconductible.



<https://www.youtube.com/watch?v=jxvzbawycJE>

Face à cette situation, la direction préfère attendre le pourrissement de la situation, jouer l'intimidation en envoyant les huissiers relever l'identité des grévistes et embaucher des CDD pour casser la grève en toute illégalité, plutôt que de négocier avec les salariés ! En contrepartie la CGT a fait intervenir l'inspection du travail pour faire constater ces illégalités par rapport au droit de grève

Une caisse de grève est organisée par l'UL CGT
TOULON afin d'apporter notre soutien aux
camarades en grève. Prenez contact avec l'UL
pour les détails



Depuis maintenant 6 ans, cette négociation entre le patronat de la Métallurgie (UIMM) et les 4 syndicats représentatifs (CGT, CFDT, CGC, FO) est ouverte. Tous les projets qui font le droit du travail dans cette branche ont été renégociés, des projets d'accords pour chacun d'eux sont prêts à être mis à signature : salaires, classifications, temps de travail, conditions de travail, santé, droits individuels et prévoyance.

L'UIMM a décidé de raboter nos acquis, c'est pourquoi la CGT-FTM a organisé une manifestation nationale le 25/11/21 afin d'élever le rapport de force. Les salariés de la branche doivent se réapproprier les droits inscrits dans leurs propres Conventions Collectives et s'emparer des négociations pour imposer au patronat de la métallurgie une Convention Collective Nationale avec des droits et garanties dignes du 21e siècle.

Comment accepter :

- . La fin de la reconnaissance des diplômes,
- . Une carrière en dents de scie en fonction du poste tenu que l'on nous imposera,
- . L'explosion des heures supplémentaires car le projet d'accord les passe à 450 h par an et par salarié au lieu de 220 aujourd'hui,
- . La refonte de la prime d'ancienneté entraînant une baisse de celle-ci de 10 à 15%,
- . L'affirmation du forfait jour à 218 jours voire à 235 jours si volontariat,
- . La perte de droits territoriaux spécifiques

Cette année, la grille des rémunérations proposée commencera déjà en-dessous du SMIC au 1er janvier 2022. Ce thème est en lien direct avec le thème classification, on a bien mesuré qu'il n'y aura plus de déroulement de carrière comme on le connaît aujourd'hui, ni d'ailleurs de reconnaissance des diplômes.



Notre camarade Olivier CLEMENT de Thyssen, membre de la commission exécutive, nous a fait parvenir une courte vidéo de la manif nationale qui regroupait 7 000 métallos à Paris. <https://www.youtube.com/watch?v=hcHIYoQ1ILA>



Augmenter les salaires, pas les actionnaires !

Alors que les dividendes versés aux actionnaires battent tous les records, que l'inflation dépasse déjà 2,6%, nous appelons tous les salariés à interpeller leurs directions afin de demander une augmentation juste et descente.

Rendez-vous le Jeudi 09 Décembre, rassemblement à 11H30 à Toulon devant l'Union Patronales du VAR (Place Liberté) pour une augmentation générale des salaires et pensions.

04 94 18 94 55

UL CGT Toulon

cgttoulon@gmail.com

